

Les aides financières liées à la vidéosurveillance

Référence Internet
21689.1889



Saisissez la Référence Internet **21689.1889** dans le moteur de recherche du site www.weka.fr pour accéder à cette fiche

Même si l'évolution constante du matériel le rend difficile à chiffrer et tend aussi à faire baisser son coût, l'installation d'un système de vidéosurveillance demeure un investissement lourd pour une commune, surtout si elle désire s'équiper d'un centre de surveillance. Pour résoudre ce problème de financement et pour compléter un apport en fonds propres ou un emprunt, les services municipaux disposent de deux solutions :

- recourir aux aides octroyées par les autres collectivités ou l'État ;
- conclure avec une entreprise intéressée un partenariat public-privé.

Mais, dans l'un et l'autre cas, une fois l'infrastructure réalisée, la commune devra supporter un coût de fonctionnement loin d'être négligeable.

Repères

Quel est le coût de l'installation d'un système de vidéosurveillance ?

Le prix des caméras et du matériel équippant les centres de surveillance varie constamment, il est donc difficile d'en donner plus qu'une estimation.

En moyenne, on peut ainsi trouver des caméras dômes pivotantes de qualité professionnelle à partir de 2 500 €.

Le prix des systèmes de stockage peut varier de 15 000 à 20 000 €, somme à laquelle il faut ajouter les frais de maintenance et de personnel.

Le coût de fonctionnement d'un système de vidéosurveillance couplé à un centre de surveillance atteint facilement 500 000 € par an pour un équipement moyen. En investissant seulement 25 000 €, une commune peut espérer installer quelques caméras qui se contenteront d'enregistrer les images.

Important

La majeure partie des investissements repose sur les communes. Elles peuvent, bien entendu, obtenir des aides de l'État lors de l'installation des caméras et du centre de surveillance (cf. Repère 3), mais elles devront ensuite supporter seules les frais de fonctionnement et d'entretien en plus des salaires versés aux opérateurs de vidéosurveillance. On estime que pour 100 € investis, les communes devront dépenser 30 € chaque année pour pérenniser leur système de surveillance.

Exemples :

- La ville de Saint-Étienne s'est récemment équipée de 67 caméras dont elle a évalué le coût global d'installation et de fonctionnement de la manière suivante :
 - investissement : 340 000 €/an pendant 5 ans ;
 - entretien et maintenance : 60 000 €/an ;
 - supervision des images : 900 000 €/an.
- Metz dispose de 41 caméras dont certaines sont mobiles, la ville évalue leur coût de fonctionnement à 400 000 €/an.

Les aides accordées par les collectivités

Comme c'est le cas pour l'évaluation du coût d'installation d'un système de vidéosurveillance, il est difficile de dresser une typologie précise des aides que les communes peuvent recevoir des autres collectivités, notamment des départements. Chaque année des programmes de financement apparaissent et disparaissent des guides de financement départementaux au gré des priorités définies par les conseils généraux. En 2010, par exemple, le département du Loiret prévoyait une aide à la vidéosurveillance, ce n'est plus le cas en 2011.

Mais il est indéniable que les communes désireuses de s'équiper peuvent compter, dans leur recherche de financements, sur la solidarité des autres collectivités. Plusieurs conseils généraux octroient des aides dont les montants peuvent s'échelonner de 20 % à 80 % du coût total de l'installation (souvent accompagnés d'un plafond d'engagement) et les études préalables comme les travaux d'installation peuvent être subventionnés. Globalement, plus la commune est modeste, plus l'aide sera importante mais, pour les unes comme pour les autres, l'aide du conseil général est fréquemment conditionnée par la conclusion par les villes demanderesse d'une convention dans laquelle elles s'engagent à respecter certains objectifs et à des critères d'éligibilité parfois liés à l'obtention d'une subvention versée par le fonds interministériel pour la prévention de la délinquance (FIPD) ou directement basés sur des considérations financières (les communes les plus riches ne reçoivent pas d'aide). Dans la plupart des cas, pourtant, ces critères concernent les caractéristiques techniques des systèmes dont l'installation est envisagée. À ce titre, l'exemple du cahier des charges accompagnant la proposition d'aide accordée par le conseil général du Val-d'Oise est emblématique.

Exemple : le programme d'aide à la vidéosurveillance du Val-d'Oise (extraits du cahier des charges)

Les projets de vidéosurveillance « réactive », autrement dits ceux qui sont reliés à un centre de surveillance dans lequel travaillent des agents de vidéosurveillance sont beaucoup plus soutenus que ceux de vidéosurveillance « passive ». Pour être considéré comme « réactif », le système doit permettre le visionnage et l'analyse des images en temps réel et la possibilité de déclencher une intervention des forces de l'ordre (de la police municipale) au moins 8 h/24 h. Ce projet de partenariat commune/département doit également être inscrit dans le CLSPD (conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) et la collaboration de la commune avec les services de police ou de gendarmerie doit être effective. L'aide départementale est accordée sur 5 ans. Elle se répartit ainsi :

- *projet de vidéosurveillance passive : 20 % du coût hors taxe du projet/300 000 € de plafond (HT) ;*
- *projet de vidéosurveillance réactive avec visionnage 8 h/24 h : 20 % du coût hors taxe du projet/30 € par habitant dans la limite de 3 M€ de plafond (HT) ;*
- *projet de vidéosurveillance réactive avec visionnage 16 h/24 h : 25 % du coût hors taxe du projet/30 € par habitant dans la limite de 3 M€ de plafond (HT) ;*
- *projet de vidéosurveillance réactive avec visionnage 24 h/24 h : 30 % du coût hors taxe du projet/30 € par habitant dans la limite de 3 M€ de plafond (HT).*

Les subventions versées par le FIPD

Pendant longtemps l'État n'accordait presque aucun financement pour la mise en œuvre des systèmes de vidéosurveillance municipaux. Tout a changé il y a 5 ans avec la mise en place du fonds interministériel pour la prévention de la délinquance (FIPD). La circulaire du 4 mai 2007 consacrée à l'utilisation de ce fonds encourage les municipalités à « mettre

en œuvre des techniques de prévention des malveillances, notamment la vidéosurveillance, dans les endroits les plus exposés aux risques ». Elle installe, en outre, un comité interministériel chargé de coordonner l'utilisation des crédits délégués aux préfets en fonction de l'évolution des statistiques de la délinquance. Dans certains départements, 90 % des crédits du FIPD ont été consacrés dans le passé à la vidéosurveillance mais la plupart des conseils départementaux de prévention de la délinquance privilégient désormais les « financements tournants » : une année l'effort porte sur la vidéosurveillance, la suivante d'autres actions seront privilégiées.

Le FIPD semble profiter davantage aux petites villes, mais toutes doivent justifier d'une surveillance des « zones les plus exposées » pour prétendre obtenir un financement. La mesure de cette « exposition » repose sur l'analyse des taux de petite et moyenne délinquance. Le FIPD finance uniquement les actions des collectivités conciliables avec le plan départemental de prévention de la délinquance, autrement dit celles qui sont compatibles avec les priorités définies par l'État. En 2010, 738 projets de vidéosurveillance ont été financés par le FIPD. En 2011, 51 millions d'euros ont été réservés dans leur immense majorité aux collectivités dont 30 millions uniquement consacrés à la vidéosurveillance.

Les principes d'attribution des crédits sont les suivants (ils restent stables d'une année sur l'autre) :

- existence de problèmes de délinquance avérés ou potentiels et/ou développement de forme spécifique de délinquance ;
- cohérence de l'installation avec les plans nationaux et départementaux de prévention de la délinquance et avec la stratégie territoriale de prévention de la délinquance définie dans le CLSPD ou le contrat local de sécurité.

L'attribution des crédits est individualisée mais reste centralisée sur la base des choix opérés par le ministère de l'Intérieur. C'est l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) qui

est chargée de procéder aux délégations de crédits accordés aux préfets. Les projets éligibles devront être réalisés sous 2 ans, ils pourront être portés par les communes et intercommunalités, par les établissements d'enseignement ou par les bailleurs sociaux (offices HLM, privés ou SEM). Peuvent être financés :

- les études préalables ;
- les projets de création ou d'extension d'installation de caméras sur la voie publique ;
- les projets de création ou d'extension des centres de surveillance (CSU) ;
- les raccordements des centres de surveillance aux services de police ou de gendarmerie ;
- les projets concernant les infrastructures (ouvertes au public) utilisées par les réseaux de transport en commun municipaux (l'installation de caméras à l'intérieur des véhicules, en revanche, reste à la charge des communes) ;
- les projets permettant de sécuriser les parties communes des immeubles ;
- les projets de surveillance des axes routiers empruntés par la délinquance itinérante ;
- les projets permettant de sécuriser les équipements communaux (cimetière, salle de sport, stade, centre culturel, parking souterrain ou extérieur, déchetterie...).

Le taux de subvention varie de 20 à 50 % du montant total du projet en fonction :

- de l'intérêt du projet ;
- du coût global de l'opération, du degré de maîtrise des coûts par la commune et du caractère économe des projets ;
- de la situation financière de la commune.

Tout projet de remplacement de caméras fera l'objet d'une étude des choix initiaux et de l'ancienneté du dispositif. Le taux le plus souvent appliqué aux communes et à leur groupement est de 40 % du coût total du projet, mais des aides de plus de 50 % sont exceptionnellement accordées après examen de la situation par la mission de développement de la vidéosurveillance.

Les plafonds de subvention sont :

- études préalables : 15 000 € ;
- raccordement des CSU aux services de police/gendarmerie pris en charge à 100 % ;
- formation initiale des opérateurs : 1 000 € par agent dans la limite de 50 % du coût global de la formation.

Le dossier de demande de fonds devra comporter les éléments suivants :

- la délibération du conseil municipal ou de l'assemblée intercommunale entérinant la décision d'installation ;
- une demande officielle de subvention ;
- une note évoquant la nature et les raisons justifiant l'installation du système de vidéosurveillance (accompagnée des études) ;
- le nombre de caméras, leur positionnement et leur finalité ;
- le coût des caméras/système de transmission (ADSL/câbles, génie civil, main-d'œuvre...), de la création du centre de surveillance, du raccordement ou des actions de formation envisagées ;
- le plan de financement (dont les autres subventions sollicitées).

A noter

Les dossiers de demande de subvention sont gérés par la mission de développement de la vidéoprotection de l'Acsé dont les locaux sont situés 14 rue de Miromesnil dans le 8^e arrondissement de Paris (Tél. : 01 49 27 32 54 ou 01 40 07 66 96).

Important

Pour les sommes supérieures à 40 000 €, le montant de la subvention est donné à titre indicatif puisqu'elle est calculée à partir d'une estimation financière. Le taux de subvention appliqué à l'opération, en revanche, est toujours le même. Ainsi, s'il s'avérait que le montant des travaux engagés soit finalement inférieur à celui initialement prévu, la subvention serait calculée par référence à ce taux et non par rapport au montant annoncé.

► L'installation et le fonctionnement d'un système de vidéosurveillance peuvent-ils être pris en charge dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) ?

Le conseil constitutionnel ayant invalidé l'article du projet de loi Loppsi II qui prévoyait la possibilité de déléguer à des opérateurs privés le visionnage des images fournies par les caméras placées sur la voie publique, la question d'un partenariat public-privé conclu pour permettre l'exploitation d'un système municipal de vidéosurveillance ne se pose plus. Confirmant un arrêt du conseil d'État adopté en décembre 1997, les membres du conseil constitutionnel ont estimé, en 2011, que les maires ne pouvaient pas « confier à des personnes privées la surveillance générale de la voie publique et ainsi (...) leur déléguer des compétences de police administrative générale inhérentes à l'exercice de la force publique ».

Remarque

Ni le conseil d'État ni le Conseil constitutionnel n'ont interdit aux communes de déléguer la surveillance des installations ou des bâtiments publics à une société privée. Le tribunal administratif de Nice avait pourtant jugé en 2006 qu'il n'existait aucune différence entre la surveillance et la vidéosurveillance de la voie publique, toutes deux relevant de la compétence exclusive de la police municipale. Trois ans plus tard, la cour administrative d'appel de Marseille lui donna tort en estimant que la vidéosurveillance d'un bassin portuaire et de sa zone urbaine pouvait être confiée à une entreprise privée sans la faire participer à une mission de police administrative tant que l'activité de ses employés se bornait à transmettre des informations au commissariat de police et qu'ils n'assuraient ni la protection effective des lieux ni la constatation ou la répression des infractions.

Si l'exploitation des images par des entreprises privées est exclue du champ des PPP, les communes gardent, en revanche, tout le loisir de recourir à ce type de partenariats pour faire installer des caméras sur la voie publique et les relier à un centre de surveillance. La municipalité de Paris a déjà eu recours à ce type de montage, d'autres villes plus modestes également. Ces contrats portent essentiellement sur l'installation (et le renouvellement) des caméras et leur entretien par l'entreprise, en échange du versement d'un loyer annuel, pouvant s'élever à plusieurs millions d'euros dans les grandes villes. Ce loyer est couplé à l'obligation pour l'entreprise de maintenir les équipements « *au niveau de l'état de l'art* » ou, à défaut, à des pénalités qu'elle devra verser à la commune. Les PPP prévoient parfois la prise en charge des travaux d'installation des réseaux (souterrains) qui permettent d'acheminer les images des caméras jusqu'au centre de surveillance.

A noter

Il est possible que le loyer versé dans le cadre du partenariat soit à peine supérieur au prix de location d'un réseau capable de transporter les images vidéo. Paradoxalement, il devient alors plus avantageux d'investir dans de nouvelles infrastructures que d'utiliser les réseaux existants, ce qui donne en plus à la commune la possibilité de « surdimensionner » le nouveau réseau et de le rendre ainsi opérationnel pour les 15 ou 20 prochaines années.

Bon nombre de partenariats englobent l'installation et la maintenance des caméras avec ceux de l'éclairage public ou des moyens communaux de communications électroniques. Logiquement, les entreprises intéressées par ce genre de contrat sont donc celles spécialisées dans l'exploitation des systèmes de vidéosurveillance ou celles qui exploitent des éclairages publics ou des réseaux informatiques et

qui disposent des capacités techniques et financières pour y adjoindre des caméras. Les PPP sont conclus pour des durées assez variables, mais très rarement inférieures à 15 ans. Beaucoup sont prévus pour durer 20 ans sachant que ces durées englobent souvent la période consacrée à l'installation des équipements, ce qui réduit d'autant le temps durant lequel les caméras seront exploitées.

Notre conseil

Les dépenses d'infrastructures représentent une part importante des investissements nécessaires à l'installation d'un système de vidéosurveillance, parfois plus de la moitié. Ainsi, prévoyez un double usage à vos travaux, en couplant par exemple l'installation des caméras avec la rénovation de l'éclairage public de votre commune ou avec la création d'un réseau de communication électronique. Mais cette option, évidemment, n'implique pas de devoir nécessairement privilégier la conclusion d'un PPP, l'investissement direct ou l'emprunt couplé à des subventions publiques étant tout aussi envisageable pour financer ce double investissement.

Foire aux questions

Une commune peut-elle faire participer les commerçants au fonctionnement du système municipal de vidéosurveillance ?

Partant du principe que les commerçants sont les principaux bénéficiaires de la vidéosurveillance, la ville de Londres les fait participer depuis quelques années au financement des services municipaux de vidéosurveillance. Cette solution avait été évoquée au cours des débats ayant précédé l'adoption de la Loppsi II, mais elle n'a pas été retenue. Les systèmes de vidéosurveillance municipaux français doivent donc rester gratuits, ce qui exclut la création d'une redevance municipale dans ce domaine.

Pour aller + loin

Références réglementaires

- Code général des collectivités territoriales - article L. 2212-2
- Circulaire NOR/IOC/K/11/03783/C du 6 avril 2011 relative aux orientations pour l'emploi des crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pour 2011
- CE, 29 décembre 1997, commune d'Ostricourt, n° 170606 (la surveillance de la voie publique relève exclusivement des pouvoirs de police du maire)
- CE, 20 mars 1998, SEM de sécurité active et de télématique, n° 157586 (délégation de la surveillance de bâtiments publics à une société privée)
- TA Nice, 22 décembre 2006, SA Vigitel c/ commune de Fréjus (la vidéosurveillance relève de la police municipale)
- CAA Marseille, 9 novembre 2009, société Vigitel, n° 07MA00594 (une société privée peut assurer la vidéosurveillance d'une zone portuaire communale)

Les plus Internet

Saisissez la Référence Internet **21689.1889** dans le moteur de recherche du site www.weka.fr pour accéder aux mises à jour de cette fiche ainsi que la Réf. Internet des rubriques suivantes :

Fiches associées

- **21689.1888** – Vidéosurveillance : obtenir l'autorisation d'installer
- **21689.3928** – Vidéosurveillance : quel système choisir ?

Références aux textes officiels rattachés à cette fiche

- CAA Marseille, 9 novembre 2009, société Vigitel, n° 07MA00594
- CE, 20 mars 1998, SEM de sécurité active et de télématique, n° 157586
- CE, 29 décembre 1997, commune d'Ostricourt, n° 170606
- Circulaire NOR/IOC/K/11/03783/C du 6 avril 2011
- Code général des collectivités territoriales
- Loppsi II
- Circulaire du 4 mai 2007

■ Obtenez les réponses à vos questions grâce à **3** supports complémentaires :

1 Le site des abonnés :
www.weka.fr/collectivites-territoriales/

**1 abonnement
= 3 utilisateurs**



Un accompagnement
étape par étape, pour
connaître la marche
à suivre.

Le conseil des
experts et les
erreurs à éviter,
pour déjouer les
pièges éventuels
et maîtriser les
risques.

Les textes juridiques,
pour garantir la sécurité
de vos décisions, et intégrer
l'évolution de la réglementation.

La boîte à outils
Des modèles prêts
à l'emploi, personnalisables
et téléchargeables.

ET AUSSI

- Des questions-réponses opérationnelles
- Des conseils pratiques



Information et commande
sur **www.weka.fr** et au **0800 46 77 36**
(n° vert, appel gratuit depuis un poste fixe)

150 fiches et outils pratiques pour accompagner une profession en pleine mutation

■ Une réponse concrète à vos problématiques métier

Que vous soyez directeur, chef de service ou cadre de police municipale, ce fonds documentaire vous guidera dans votre action quotidienne à partir d'expériences de terrain pour :

- Maîtriser **la réglementation et les statuts** : grilles salariales, indices, primes
- Organiser **le recrutement, la formation et l'évaluation** de vos agents
- Mettre en place des **partenariats et contrats locaux** en lien avec le maire : PCS, CLSPD, CISPD...
- Eviter les erreurs dans le cadre des **écrits professionnels** et de **l'armement** (entretien, stockage, usage)
- Bénéficier des conseils pour créer une **unité spécialisée** et maîtriser le budget de votre service.

■ Pourquoi vous abonner ?

- ✓ L'accès illimité aux 150 fiches en ligne mises à jour mensuellement et à de nouvelles fiches ajoutées régulièrement
- ✓ Les outils et modèles de documents personnalisables, téléchargeables et imprimables depuis le site des abonnés
- ✓ Les liens vers les dernières jurisprudences pour sécuriser vos interventions
- ✓ L'ouvrage papier comprenant une sélection de fiches et outils, actualisé une fois par an
- ✓ La newsletter mensuelle reprenant les dernières mises à jour de votre abonnement, l'actualité du secteur et des dossiers pratiques
- ✓ Le *Guide des infractions*, un hors-série au format poche, qui sera d'une aide indispensable pour répondre aisément et rapidement aux infractions constatées sur la voie publique.
Parution au 1er semestre 2012.
- ✓ L'accompagnement et les conseils de nos rédacteurs, en poste dans des services de tailles diverses (Orléans, Toulouse, Montfermeil, Dole, etc.)

Vous disposez de 15 jours d'essai gratuit pour tester l'offre ! (voir page 25)



Bon de commande

Gérer un service de police municipale au quotidien (réf. WKT689DUO)

Editions Weka

Libre réponse 68003

75919 Paris cedex 19

(ne pas affranchir)

<http://www.weka.fr/collectivites-territoriales/>

Tél. : 0800 46 77 36

(appel gratuit depuis un poste fixe)

Fax : 01 53 35 17 01

Siège social : 249 rue de Crimée

75935 Paris cedex 19

Tél. : 01 53 35 17 17

SAS au capital de 2 000 000 €

RCS Paris B 316 224 617

Siret FR 89 316 224 617 00050

Naf 5811Z

/70/WQ/TAF0100

L'abonnement pour un an à l'offre **Gérer un service de police municipale au quotidien** comprend :

■ L'accès illimité au site des abonnés : www.weka.fr/collectivites-territoriales/

- ✓ L'intégralité des 150 fiches pratiques mises à jour et complétées en permanence une fois par mois
- ✓ Les textes officiels mentionnés dans la publication
- ✓ Les outils prêts à l'emploi, téléchargeables, personnalisables et imprimables
- ✓ La mise en relation des textes juridiques, des méthodes, des outils et de l'actualité

1 abonnement
= 3 utilisateurs

■ L'ouvrage broché, comprenant une sélection de 100 fiches pratiques et outils, à parution annuelle

■ Le hors-série **Guide des infractions**, au format poche pour un usage quotidien qui vous sera d'une aide indispensable à la rédaction des Timbres-amendes.

■ La newsletter mensuelle reprenant les dernières mises à jour de votre abonnement, une synthèse de l'actualité et des dossiers pratiques, par email

Prix unitaire TTC

369

Pour souscrire à cet abonnement, complétez et signez le bon de commande.

Si vous utilisez un bon de commande administratif, veuillez joindre cet original pour un traitement prioritaire.

Garantie Weka : Si vous n'êtes pas totalement satisfait du service documentaire, vous disposez de 15 jours pour retourner l'ouvrage à vos frais par voie postale.

* pour tout nouvel abonné

Frais de port et d'emballage

8,03

Frais d'ouverture d'abonnement*

41,86

TOTAL TTC en euros tout compris

418,89

CONDITIONS DE VENTE

Conditions générales de vente détaillées sur www.weka.fr.

Abonnement : Les éléments de l'abonnement sont indissociables.

Renouvellement : L'abonnement couvre une période d'un an et se renouvelle par tacite reconduction (pour l'interrompre, une simple lettre de votre part suffit). A titre indicatif, le montant du réabonnement est d'environ 369 € pour un an.

Informatique et liberté : Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit individuel d'accès, de rectification et d'opposition des données personnelles vous concernant auprès des Editions Weka à l'adresse : Editions Weka, 249 rue de Crimée, 75935 Paris cedex 19. Vos coordonnées pourront être utilisées par les Editions Weka pour l'information concernant nos offres, pour l'inscription à nos services et la confirmation de votre commande.

Tarifs au 01/01/2012, susceptibles d'ajustement en fonction du taux de TVA en vigueur à la date de commande. UE et France d'outremer : une majoration de 20 % sur le tarif HT est prévue. Autres pays : une facture proforma détaillant une tarification spécifique vous sera adressée.

☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ M.

Prénom

Nom

Fonction

Email direct

Raison sociale

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Fax

Date

Signature et cachet indispensables